

## Les Cahiers de droit



HUBERT REID, *Dictionnaire de droit québécois et canadien* (avec lexique anglais-français), Montréal, Wilson & Lafleur, 1994, 770 p., ISBN 2-89127-306-0.

Wallace Schwab

Volume 35, numéro 4, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/043312ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/043312ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de droit de l'Université Laval

ISSN

0007-974X (imprimé)

1918-8218 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Schwab, W. (1994). Compte rendu de [HUBERT REID, *Dictionnaire de droit québécois et canadien* (avec lexique anglais-français), Montréal, Wilson & Lafleur, 1994, 770 p., ISBN 2-89127-306-0.] *Les Cahiers de droit*, 35(4), 972-974.  
<https://doi.org/10.7202/043312ar>

bécoise. Les nombreuses études commandées par les commissions auront au moins permis à une classe d'intellectuels, parmi les meilleurs que le Québec puisse compter, de faire le point sur l'état de la nation, d'analyser les problèmes et de préconiser des solutions. La question est de savoir maintenant si le temps des analyses est enfin dépassé et si les Québécois et les Québécoises auront la volonté nécessaire pour assumer leur destin comme un peuple adulte et responsable. Le résultat des dernières élections provinciales du Québec indique que l'accession du Québec à la souveraineté est loin d'être faite. Demain, le Québec... ? Rien n'est moins sûr, mais il n'est pas irréaliste de penser que la chose puisse enfin se produire.

Jean-Maurice ARBOUR  
Université Laval

HUBERT REID, *Dictionnaire de droit québécois et canadien* (avec lexique anglais-français), Montréal, Wilson & Lafleur, 1994, 770 p., ISBN 2-89127-306-0.

Depuis bien plus d'années que l'auteur ne voudrait sans doute l'admettre, en cas de panne de renseignements en procédure civile, les habitués se tournent instinctivement vers les ouvrages de grande qualité qu'a écrits Hubert Reid. Aujourd'hui, le parrain de l'*Alter Ego* se distingue dans un rôle nouveau auquel il fait grand honneur, celui de lexicographe du langage juridique québécois et canadien. Tout en suivant une tradition instaurée par le regretté Henri Capitant qui observait qu'« un vocabulaire est une sorte d'inventaire qui doit nous apporter toute une série de renseignements sur l'état et la caractéristique de notre langue juridique », M. Reid offre un instrument de travail digne de la rigueur qu'on reconnaît à son illustre prédécesseur.

Son œuvre est imposante : 8 500 entrées et définitions des termes usuels en milieu juridique de langue française, sans compter la présence du latin et de l'anglais ainsi que de certaines abréviations fréquentes. L'auteur cherche à satisfaire les besoins des juristes

en général, mais aussi ceux des secrétaires, des étudiants, des traducteurs et de tout un chacun appelé à rédiger ou à interpréter des textes à connotation juridique.

Malgré une présentation lexicographique scientifiquement rigoureuse, ce qui frappe le lecteur à première vue est la grande facilité de la consultation. Les articles se présentent grosso modo ainsi : chaque terme vedette est présenté au singulier (sauf si l'usage prescrit le pluriel) avec indication de sa catégorie et, selon le cas, de son genre grammatical. Vient ensuite la définition, soit seule, soit en multiples alinéas s'il existe plusieurs sens. Cette information de base s'accompagne au besoin d'un jeu de renseignements complémentaires :

- l'exemple pour illustrer de façon concrète le contenu de la définition ;
- la remarque visant à éclairer le lecteur sur certains aspects particuliers du terme défini ;
- le synonyme pour signaler l'interchangeabilité de termes ;
- la comparaison pour révéler au lecteur une relation étroite entre deux termes ;
- la traduction en langue anglaise du terme défini.

Tout comme l'auteur l'indique dans son introduction, le contenu du *Dictionnaire de droit québécois et canadien* trouve son origine dans le droit positif, principalement des textes en vigueur sans toutefois négliger l'importance encore actuelle des termes officiellement désuets. Avec raison, l'auteur prévient ses lecteurs des difficultés issues de l'effet de l'évolution du droit (par exemple : le nouveau *Code civil du Québec* et la dernière révision des lois fédérales de 1985). C'est ici pourtant que M. Reid rompt avec une tradition solidement établie en lexicographie : son introduction reste muette sur l'étendue exacte du corpus. S'agit-il de toutes les lois en vigueur au Québec et au Canada ? Une partie seulement ? Lesquelles ? Et la jurisprudence ? Sans entrer dans des détails insignifiants, ce serait une heureuse initiative de sa part dans une future

édition de mieux exposer les éléments ayant servi de principale charpente.

Cela dit, les mérites du *Dictionnaire de droit québécois et canadien* sont beaucoup trop nombreux pour les énumérer tous ici, et je me contenterai d'en signaler deux autres.

D'abord, l'auteur ne se dérobe pas devant les termes qui font les délices des apologistes des écoles de pensée rivales. Sans s'immiscer dans les querelles de doctrine, il retient uniquement les sens qui lui semblent les plus conformes à l'esprit de la loi ou à l'opinion prépondérante.

En second lieu, M. Reid a aussi ce grand mérite qui réside dans la tentative de définir nombre d'expressions à caractère juridique issues de termes plus simples. Mais, *caveat auctor* ! C'est une entreprise risquée puisque alors l'auteur met ses lecteurs en appétit et, de ce fait, que ne réclameront-ils pas ? Un seul exemple servira pour illustrer mon propos, notamment le terme AVIS défini à la page 53. Après la présentation formelle décrite ci-dessus, l'auteur poursuit en définissant :

- Avis de clôture : V. CLÔTURE
- Avis de présentation : [...] notice of presentation
- Avis public : [...] public notice

Fort bien, et ces indices seront sans aucun doute très précieux pour nombre de lecteurs. Mais puisque nous y sommes, pourquoi ne pas inclure aussi les expressions qui suivent :

- Avis à court terme : short term notice
- Avis à long terme : long term notice
- Avis consultatif : advisory opinion
- Avis d'appel additionnel : supplementary notice of appeal
- Avis d'appel : notice of appeal
- Avis d'audience sur l'état de l'instance : notice of status hearing
- Avis d'enquête : notice of enquiry
- Avis d'évaluation : notice of assessment

- Avis d'induction : constructive notice
- Avis d'intention : notice of intention
- Avis d'opposition : adverse claim
- Avis de comparaître : notice to appear
- Avis de consignation judiciaire : notice of payment into court
- Avis de contestation : notice of dispute
- Avis de contravention : contravention notice
- Avis de convocation : notice of meeting
- Avis de cotisation : assessment notice
- Avis de demande : notice of application
- Avis de désaccord : notice of contention
- Avis de dissidence : notice of dissent
- Avis de grève : strike notice
- Avis de la décision : notice of decision
- Avis de lock-out : lock-out notice
- Avis de motion : notice of motion
- Avis de poursuite : notice of action
- Avis de procès avec jury : jury notice
- Avis de proposition : notice of motion
- Avis de réception : acknowledgment of receipt
- Avis de renonciation : notice of quit claim
- Avis de requête : notice of application or notice of motion
- Avis de séance : notice of appointment
- Avis écrit : notice in writing
- Avis introductif d'instance : originating notice
- Avis juridique : legal opinion

toutes puisées à même des textes juridiques sans pour autant être un échantillon exhaustif... En ne fournissant que trois expressions dans son dictionnaire, sans le vouloir ni le soupçonner Hubert Reid met en évidence une lacune importante dans la documentation juridique au pays, et il serait carrément abusif que ce soit à lui de supporter l'odieux de résoudre ce casse-tête. Toutefois, son

*Dictionnaire de droit québécois et canadien* occupera désormais une place d'honneur dans toutes les bibliothèques des usagers de la langue juridique au Canada, et ce serait rendre un fier service à ces gens-là que d'investir dans l'étude en profondeur de cette terminologie encore inexplorée. Comme quoi le travail du lexicographe juriste ne s'achève jamais !

On sait qu'il existe des amateurs de dictionnaires qui s'adonnent à leur lecture pour le seul plaisir de la découverte lexicale, mais le commun des mortels consulte un dictionnaire pour résoudre un problème « pratico-pratique », dont la solution est rapide, de qualité et fait autorité en la matière. C'est justement à ce type de personne que le *Dictionnaire de droit québécois et canadien* s'adresse, et il le fait très bien, parfois même en proposant des termes impossibles à trouver ailleurs. C'est notamment le cas de « entiercement » et de « entiercer » (p. 281) pour ne citer que ces exemples. Or, il faut se le rappeler : un dictionnaire reste *toujours* un ensemble ouvert. Donc, si par malheur la solution convoitée résiste aux recherches, l'auteur invite ses lecteurs (p. VII) à lui signaler la lacune pour qu'une édition ultérieure apporte les corrections nécessaires... C'est en prenant M. Reid au mot que je présente déjà deux candidats pour une prochaine édition :

— bon droit : justifiably

— à toute fin que de droit : for all legal (intents and) purposes

Utiles et embêtantes ces petites tournures !

Si on ne peut juger d'un dictionnaire de spécialité par une présentation rigide symétrique : substantif, adjectif et verbe, dans certains cas il vaut la peine de revoir les données pour vérifier qu'on n'a rien oublié. Dans la série (p. 31-32) : *aliénabilité, aliénable, aliénataire, aliénateur, aliénation, aliéné(e) mental(e)*, l'absence d'une entrée pour le verbe *aliéner* me dérange, le terme étant d'une trop grande importance en droit pour qu'on le passe sous silence. C'est ici, rappelez-le, qu'un corpus bien délimité et ex-

ploité peut parfois venir en aide à l'auteur soit en précisant les entrées indispensables, soit en permettant d'écarter d'autres éléments non pertinents.

Enfin, dans l'introduction M. Reid nous apprend que « le lecteur constatera que les termes latins ne sont généralement pas traduits, vu l'inutilité de cette opération » (p. XIV). Je serais tenté de m'inscrire en faux contre cette politique, mais en le faisant je me condamnerais moi-même...

Sur ce, il ne me reste qu'à *recommander fortement à tous les lecteurs* de prendre connaissance *illico* de cet ajout important et surtout très complet (et peu importe mes observations précédentes) à la documentation juridique québécoise et canadienne. Personne n'en sera déçu.

Wallace SCHWAB  
Sainte-Foy (Québec)

PIERRE LERAT et JEAN-LOUIS SOURIOUX,  
*Dictionnaire juridique, terminologie du contrat avec des équivalents en anglais et en allemand*, Paris, Conseil international de la langue française, 1994, 240 p., ISBN 2-85319-257-1.

Legal terminology can easily be compared to a bottomless pit and anyone who dares fathom its depths need come armed with encyclopedic knowledge, shrewd intuition, proven method and unlimited patience. Messrs. Lerat and Sourieux have indeed risen to this task in presenting their *Dictionnaire juridique* [...]. Modest as always in the introduction they state having aimed at processing 1,000 concepts which in reality turns out to be a real fat baker's dozen since they throw in over 50 additional lexical variants to round out the whole.

The structure of their articles is formal : 11 ordered components that are easy to follow. Each headword or expression is presented in its canonical form and polysemic entries receive as many articles as there are meanings to illustrate. After specifying the field of law, variants, quasi-synonyms and deceptive cognates are listed, if applicable.